

ASSOCIATION INSTITUT HELIO MARIN DU DR PEYRET

SMR « LES EMBRUNS »

Rue de l'Uhabia

64210 – BIDART

Siret 782 274 559 00015

COMPTES ANNUELS
Arrêtés au 31 décembre 2023

BILAN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

ACTIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023			Exercice N-1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2022 - 12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	162 840	161 166	1 674	1 689
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	12 196		12 196	12 196
Constructions	10 672 568	8 137 195	2 535 373	3 033 318
Installations techniques, matériels et outillage	1 880 484	1 264 588	615 897	680 888
Autres immobilisations corporelles	901 170	672 333	228 838	284 846
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	303 600		303 600	303 600
Prêts				
Autres immobilisations financières	908 738	179 040	729 698	851 882
ACTIF IMMOBILISE - Total I	14 841 597	10 414 321	4 427 276	5 168 419
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	99 173		99 173	109 970
Avances et acomptes	4 607		4 607	107
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	593 446		593 446	462 854
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	180 454	3 046	177 409	256 365
Valeurs mobilières de placement				
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	4 665 445		4 665 445	5 071 865
Charges constatées d'avance	58 947		58 947	63 740
ACTIF CIRCULANT - Total II	5 602 072	3 046	5 599 026	5 964 901
Frais d'émission des emprunts (III)	158 984		158 984	177 152
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	20 602 653	10 417 367	10 185 286	11 310 472

BILAN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

PASSIF	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N-1 01/2022 - 12/2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	251 772	251 772
Fonds propres complémentaires	1 212 593	1 212 593
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	872 543	872 543
Report à nouveau	1 608 872	2 028 968
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>		
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>		
Résultat en attente d'affectation		
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice	- 114 546	- 420 096
Situation nette (sous total)	3 831 235	3 945 781
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	124 633	117 025
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	3 955 867	4 062 806
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	411 164	435 183
FONDS REPORTEES ET DEDIES - Total II	411 164	435 183
PROVISIONS		
Provisions pour risques	256 790	524 068
Provisions pour charges	556 562	480 793
PROVISIONS - Total III	813 352	1 004 861
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	3 691 667	4 110 856
Emprunts et dettes financières diverses	27 628	30 641
Avances et acomptes reçus sur commande	27 671	14 773
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	232 852	375 326
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	917 451	1 275 161
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 419	865
Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance	106 215	
DETTES - Total IV	5 004 903	5 807 622
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	10 185 286	11 310 472

COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N-1 01/2022 - 12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		170
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 681	861
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de services	1 185 333	1 072 463
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	9 033 990	8 424 644
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>		
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	216 407	207 235
Utilisations des fonds dédiés	250 120	218 268
Autres produits	3 086	5 832
Total I	10 690 617	9 929 472
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 739	937
Variation de stocks	-704	-813
Achats de matières premières et autres approvisionnement	203 848	336 352
Variation de stocks	11 501	-1 035
Autres achats et charges externes	2 166 979	1 784 584
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	554 676	512 798
Salaires et traitements	4 505 913	3 951 153
Charges Sociales	1 941 402	1 701 732
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	887 941	863 142
Reports en fonds dédiés	226 102	328 479
Autres charges	5 164	62 102
Total II	10 504 562	9 539 432
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	186 055	390 040
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	91 868	17 021
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total III	91 868	17 021

COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

	Exercice N 01/2023 - 12/2023	Exercice N-1 01/2022 - 12/2022
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions	21 214	18 168
Intérêts et charges assimilées	154 086	169 879
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total IV	175 300	188 047
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-83 431	-171 026
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	102 624	219 014
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	9 765	38 476
Sur opérations en capital	39 393	16 277
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	524 068	
Total V	573 226	54 752
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	7 237	29 170
Sur opérations en capital	385 160	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	369 957	654 026
Total VI	762 355	683 196
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-189 129	-628 443
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	28 041	10 667
Total des produits (I+III+V)	11 355 712	10 001 245
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	11 470 257	10 421 341
EXCEDENT OU DEFICIT	-114 546	-420 096
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, caractérisés par les données suivantes :

✓ Total du bilan	10 185 286 €
✓ Résultat de l'exercice (déficit)	114 546 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration de l'Association en date du 19 avril 2024.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'Association.

PRESENTATION DE L'ENTITE

Description de l'objet social de l'Association INSTITUT HELIO MARIN DU DR PEYRET – « SMR LES EMBRUNS »

L'objet social de l'Association est décrit ainsi dans ses statuts :

« L'Association a pour objet :

- a) *L'exploitation, l'extension et la pérennité de l'établissement de Médecine Physique et de Réadaptation Fonctionnelle sis à BIDART « LES EMBRUNS » originairement créé par Monsieur le Docteur Pierre PEYRET sous la forme d'un établissement de cure.*
- b) *La création et l'exploitation de tous établissements ou services y compris hospitaliers, destinés à poursuivre l'œuvre du Docteur PEYRET. »*

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'Association administre et gère ainsi un établissement de soins médicaux et réadaptation (SMR), « LES EMBRUNS », spécialisé dans la prise en charge des affections du système nerveux et de l'appareil locomoteur. Cet établissement dispose également de la mention « polyvalent » et deux programmes d'éducation thérapeutique, éducation thérapeutique nutritionnelle et éducation thérapeutique des troubles vésico-sphinctériens des vessies neurogènes et non neurogènes. Il accueille des adultes, des adolescents et des enfants après un séjour à l'hôpital ou en clinique ou sur prescription médicale de leur médecin traitant.

L'établissement « LES EMBRUNS » a été fondé en 1919 par le Docteur PEYRET. Il a été confié par la suite à la congrégation Dominicaines de NOTRE DAME DU TRES SAINT ROSAIRE DE MONTEILS. Le 9 mars 1961 l'Association INSTITUT HELIO MARIN DU DOCTEUR PEYRET est créée afin de recevoir et d'assurer la gestion et l'administration de l'établissement « LES EMBRUNS » dans le cadre juridique d'une association régie par la loi de 1901 à but non lucratif.

L'établissement « LES EMBRUNS » est un établissement de santé privé d'intérêt collectif (ESPIC) délivrant un service public hospitalier.

Description des moyens mis en œuvre

Les moyens d'action de l'Association sont décrits ainsi dans les statuts :

« Afin de réaliser son objet, L'Association se propose de recourir aux moyens d'action suivants :

- a) *La création, la gestion, de tous établissements ou services en lien direct ou indirect avec son objet.*
- b) *La participation, l'aide et le soutien à tous organismes ayant un objet similaire ou complémentaire.*
- c) *La gestion de son patrimoine immobilier concourant à son objet de façon directe ou indirecte.*
- d) *La vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet, et susceptible de contribuer à sa réalisation. »*

Dans ce cadre l'Association continue d'exploiter l'ensemble immobilier situé à BIDART dans les Pyrénées-Atlantiques, héritage du Docteur PEYRET, composé d'une clinique qui dispose de 80 lits en hospitalisation complète et 25 places en hospitalisation à temps partiel (ambulatoire) et de ses annexes.

L'Association a investi dans plusieurs plateaux techniques spécialisés (Balnéothérapie alimentée par l'eau de mer chauffée, équipement d'exploration de l'équilibre et de la posture, appareil d'isocinétisme, une assistance robotisée des membres supérieurs, un simulateur de conduite automobile, une cuisine thérapeutique, un laboratoire d'analyse de la marche et du mouvement, un atelier d'appareillage de prothèses et confection d'orthèses, une thérapie miroir des membres supérieurs, un plateau technique d'explorations urodynamiques, un échographe pour l'injection de toxine botulique).

L'ensemble de ces équipements permet à une équipe pluridisciplinaire de médecins spécialisés MPR, de rééducateurs, de personnels médico-techniques et de soignants de mener à bien l'activité de l'établissement en proposant à chaque patient un bilan global personnalisé et en mettant en œuvre un projet thérapeutique individualisé.

FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE OU DE LA CLOTURE

Eléments endogènes

L'établissement a connu une difficulté de gouvernance à la fin de l'exercice 2022 dont les conséquences se sont poursuivies sur l'exercice 2023. L'établissement s'est retrouvé dépourvu d'équipe médicale permanente pendant plusieurs mois. Le Conseil d'administration a mandaté le 29 janvier 2023 un cabinet de conseils afin d'établir un audit de la situation et de proposer des solutions de sortie de crise.

Les difficultés de gouvernance ont été résolues, en liaison étroite avec l'AGENCE REGIONALE DE SANTE (ARS) par une série de mesures, opérationnelles à la date d'établissement des présents comptes annuels :

- La révision des statuts de l'Association qui a consisté en la création d'un Conseil de surveillance garant de l'esprit et des valeurs de l'Association, composé notamment de membres de la congrégation Dominicaines de NOTRE DAME DU TRES SAINT ROSAIRE DE MONTEILS ; et à la refonte du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration intègre désormais des acteurs locaux de la société civile issus du monde de la santé et de l'économie locale. Les membres de droit de l'Association disposent d'un poste d'administrateur réservé ainsi que le Maire de la ville de BIDART.
- La nomination d'un nouveau Directeur.

- La signature d'un Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) avec le Centre Hospitalier de la Côte Basque (CHCB) afin de coordonner les activités de soins de suite et de réadaptation mais aussi de formation et de recherche.

L'activité de l'établissement a pâti de cette situation. Son taux d'occupation au plus fort de la crise est descendu à 30% pour revenir progressivement à une activité complète en juin 2023.

L'analyse du contexte de cette crise et de son impact psycho-social sur l'ensemble des membres du personnel a nécessité le recours à plusieurs cabinets et experts. La désorganisation du service Ressources Humaines occasionnée par cette crise de gouvernance a nécessité l'externalisation temporaire du mois de mars au mois d'août inclus de la gestion de la paye.

L'Association a dû également recourir à l'emploi de personnel médical en CDD, par le biais de l'intermédiation d'agences de placement de personnel médical temporaire, tout au long de l'exercice. Les honoraires acquittés à ces intermédiaires, les rémunérations plus onéreuses versés à cette catégorie de personnel et les remboursements de frais engendrés par le recours à du personnel dont le domicile est géographiquement très éloigné ont fortement accru le coût des charges d'exploitation de l'exercice 2023.

Cette crise a engendré plusieurs litiges portés aux prud'hommes. Les litiges connus à la clôture de l'exercice 2022 avaient fait l'objet de provisions pour risques. Ils se sont dénoués sur l'exercice 2023. Le règlement de ces litiges a donné lieu à des versements d'indemnités compensés par la reprise des provisions pour risques susmentionnées. Les litiges prud'hommes déclarés au cours de l'exercice 2023, non soldés à la clôture, font l'objet de provisions pour risques.

La composition de l'équipe médicale a commencé à se stabiliser au cours du second semestre de l'exercice 2023. La nouvelle équipe médicale devrait être formée à la fin du premier semestre 2024. Les surcoûts engendrés par le recours à du personnel médical temporaire se poursuivront donc sur l'exercice 2024.

La baisse d'activité du 1^{er} semestre et les dépenses engagées pour faire face à cette crise institutionnelle explique la dégradation entre l'exercice 2022 et 2023 du résultat d'exploitation et le déficit constaté au 31 décembre 2023 de 114 546 €.

L'Association fait l'objet d'un contrôle URSSAF qui a débuté le 18 décembre 2023 sur les exercices 2021 et 2022. A la date de rédaction de cette annexe l'Association n'a reçu aucune notification de l'URSSAF en rapport à ce contrôle.

Eléments exogènes

Le contexte économique inflationniste a contribué à renchérir le coût de l'ensemble des consommations en provenance des tiers.

Le secteur de la santé fait face à des difficultés de recrutement et d'attractivité qui impactent aussi l'établissement à travers une augmentation du roulement du personnel, un absentéisme accru et le recours donc plus fréquent à du personnel intérimaire et du personnel employé en CDD.

La valeur du point d'indice de la convention collective nationale du 31 octobre 1951 a été portée de 4,447 € à 4,58 € au 1^{er} juillet 2022, soit une augmentation de 3%, suite à la publication au journal officiel du 24 décembre 2022 de l'arrêté agréant la recommandation patronale de la FEHAP du 23 novembre 2022. L'effet rétroactif de cette mesure a été régularisée sur les bulletins de salaire du mois de janvier 2023 et avait fait l'objet d'une constatation en charges à payer au 31 décembre 2022.

*Evolution du financement national des activités de soins médicaux et de réadaptation (SMR)
au 1^{er} juillet 2023*

Pour rappel, l'article 78 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2016 a introduit un nouveau modèle de financement. La mise en œuvre de ce nouveau modèle a débuté en 2017 avec l'instauration d'un dispositif transitoire combinant anciennes (90%) et nouvelles modalités de financement (10%) afin de permettre aux établissements d'appréhender la réforme progressivement, en limitant les effets revenus, et de finaliser en parallèle les évolutions techniques et organisationnelles nécessaires. Selon les dispositions de l'article 107 de la LFSS pour 2023, le nouveau modèle de financement est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2023, avec une mise en œuvre a posteriori. Le décret d'application n°2023-696 du 29 juillet 2023 a été publié au Journal Officiel du 30 juillet 2023.

Ce modèle se compose :

- De financements issus de l'activité qui représente 50% du financement total des établissements SMR. Pour chaque séjour, l'établissement percevra un montant forfaitaire correspondant aux tarifs (GMT) en vigueur.
- De compartiments forfaitaires de deux types :
 - Des compartiments ciblés (plateaux techniques spécialisés, activités d'expertise financées en dotations MIGAC...) qui permettent de prendre en compte les profils spécifiques des établissements très spécialisés et de stabiliser leurs financements
 - Le compartiment dit « dotation populationnelle » qui permet de mettre en relation l'allocation de financement et le besoin de santé au niveau territorial. Cette dotation sera répartie sur la base de critères démographiques et épidémiologiques ayant un impact direct sur le recours aux activités de SMR.
- Un financement à la qualité à travers le dispositif d'incitation au financement de l'amélioration de la qualité (IFAQ) adapté au champ des soins médicaux et de réadaptation.

Une dotation de transition dégressive est prévue pour accompagner ce changement de financement qui a pour objectif de lisser les effets sur les recettes de la réforme sur plusieurs années en majorant ou minorant la part forfaitaire. Elle sera calculée une seule fois sur la base de l'année 2022. Il s'agit du différentiel entre d'une part, les recettes théoriques pour l'année 2022 issues du financement mixte (le nouveau modèle) et d'autre part, les recettes perçues pour les mois de soins 2022.

Le décret n°2023-696 prévoit toutefois que pour la période du second semestre 2023, les vecteurs de financement pour les activités de SMR restent inchangés (DAF, DMA, MIGAC...). L'impact financier de la réforme ne s'appliquera qu'a posteriori en 2024. De plus, le décret allonge la phase de transition de la réforme du financement des établissements SMR. Ainsi, la dotation de transition prendra fin au 31 décembre 2027 au lieu du 31 décembre 2025 prévu initialement.

a) Principes comptables généraux

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivante :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrites ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

b) Principes comptables sectoriels

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- Des instructions comptables M21 (arrêté du 30 octobre 2006 et suivants) applicables aux établissements de santé public et aux ESPICS (Etablissement de Santé Privé d'Intérêt Collectif),
- Des spécificités établies par notre organisme financeur dans le cadre de la fixation de :
 - Certains tarifs des prestations (prix de journée)
 - La dotation annuelle de financement (D.A.F./M.I.G.A.C. / F.I.R.)
 - Des tarifs soins et forfaits journaliers.

c) Dispositions spécifiques aux principes comptables

Comptabilisation de fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Sont comptabilisés, à la clôture de l'exercice, dans les comptes de fonds dédiés, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- subventions d'exploitation ;
- contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

Les financements obtenus de l'ARS dans le cadre des Missions d'Intérêt Général et d'Aides à la Contractualisation (MIGAC), des subventions du Fond d'Intervention Régional (FIR) et des Contrats

d'Amélioration de la Qualité et de l'Efficiencia des Soins (CAQES) sont suivi le cas échéant en fonds dédiés. Il en va de même du financement obtenu de l'ATIH dans le cadre de L'Etude Nationale de Coûts à méthodologie commune (ENC). Les fonds de scolarisation font quant à eux et depuis la clôture au 31 décembre 2023 une comptabilisation en recettes l'année de leur obtention en vue du financement de la file active des patients âgés de 2 à 20 ans.

d) Méthodes d'évaluation

1) Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant :

- Le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement,
- les coûts directement attribuables à la préparation de cet actif en vue de l'utilisation envisagée.

L'Association a opté pour le rattachement au coût d'acquisition de l'immobilisation des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 2 à 5 ans.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est effectivement constatée dans les comptes.

2) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant :

- Le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement,
- les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

L'Association a opté pour le rattachement au coût d'acquisition de l'immobilisation des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition.

Durées d'amortissement des biens non décomposables :

Installation Générale Aménagements et Agencements des Constructions	10 à 20 ans
Ouvrages d'infrastructures – Voiries	15 ans
Installations complexes à caractère spécialisé	10 à 20 ans
Matériel et outillages	5 à 10 ans
Matériels de transport	5 ans
Mobiliers et matériels de bureau	5 à 10 ans
Autres immobilisations	5 à 10 ans

Durées d'amortissement des biens décomposables (constructions et aménagements) :

Les mises en service nouvelles des constructions font l'objet d'une comptabilisation et d'un amortissement linéaire par composant suivant les recommandations du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) :

Composant	% composant	Durée d'amortissement
Bâtiment - Structure	77,2	40 ans
Bâtiment - Menuiserie	3,3	15 ans (1)
Bâtiment - Chauffage	3,2	30 ans
Bâtiment - Etanchéité / Isolation	1,1	15 ans
Bâtiment - Ravalement	2,1	7 ans (2)
Bâtiment - Electricité	5,2	20 ans
Bâtiment - Plomberie / Sanitaires	4,6	25 ans
Bâtiment - Ascenseur	2,8	18 ans
Bâtiment - Aménagements extérieurs	0,5	15 ans

(1) Le CSTB préconise une durée de 25 ans réduite à 15 ans pour l'établissement sis à BIDART en raison de la corrosion rapide due à la salinité de l'air marin.

(2) Le CSTB préconise une durée de 15 ans réduite à 7 ans pour l'établissement sis à BIDART en raison de la corrosion rapide due à la salinité de l'air marin.

Dans le cadre d'une réhabilitation, d'un remplacement ou d'une création de composant la répartition se fait sur la base de la facture. Si les travaux impactent plusieurs composants et que des honoraires de maîtrise d'œuvre ou de bureaux d'études sont dus, ces honoraires seront répartis sur chacun des composants et amortis suivant le plan d'amortissement du composant. La répartition se fera en pourcentage du coût de chacun des composants impactés par rapport au coût total des travaux.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est effectivement constatée dans les comptes.

Observation sur le traitement comptable de la balnéothérapie.

Suite à son achèvement et à sa mise en service en date du 15/03/2014, la balnéothérapie a été inscrite en compte d'immobilisations :

- 21356 immobilisations corporelles constructions gros œuvre pour un total brut de 1 359 484 €,
- 21818 immobilisations corporelles agencements pour un total brut de 1 802 894 €.

Par décision du conseil d'administration du 02/05/2018, et compte tenu d'une perte de valeur irréversible de la balnéothérapie durant l'exercice 2017, il a été décidé de constater une dépréciation exceptionnelle des installations.

Les éléments composants la construction (à l'exception des terrassements et fondations) voient leur durée d'utilisation significativement réduite.

Il s'agit donc d'un changement d'estimation comptable de la durée d'amortissement résiduelle des actifs au 31/12/2017.

Ce changement est traduit ainsi dans les comptes :

Dépréciation de la valeur nette comptable au 31/12/2017, en lien avec la valeur actuelle dépréciée. Constatation d'une dépréciation irréversible par dotation d'un amortissement exceptionnel : 324 716 €.

A compter du 01/01/2018, modification prospective du plan d'amortissement :

Prise en compte des nouvelles durées d'amortissements sur la base de la nouvelle valeur comptable dépréciée :

Valeur nette comptable 31/12/2017 non dépréciée : 2 523 899 €

Amortissement exceptionnel 2017 : - 324 716 €

Nouvelle valeur nette comptable : 2 199 183 €

Nouvelles durées d'amortissements aux 01/01/2018 adaptées aux nouvelles durées d'utilisations des biens décomposés.

- Honoraires des géomètres, architectes, et bureaux d'études : 12 ans.
- Gros œuvre terrassement et fondations : 30 ans
- Agencements de second œuvre : entre 7 et 12 ans.

Décision du conseil d'administration en date du 19/05/2021

Contexte : un rapport d'expertise complémentaire daté du 09/01/2021 a noté « une aggravation des désordres visibles dans les bassins » et « une dissolution totale et localisée des aciers dans les 2 zones sondées ».

Il a été envisagé de procéder à une nouvelle modification du plan d'amortissement de la balnéothérapie.

Le calcul de la dépréciation consiste à recalculer sur la période 2018-2020 les plans d'amortissements de la balnéothérapie, avec pour nouvelle fin d'amortissement théorique des composants le 31/12/2024. (La majeure partie devant initialement prendre fin en 2029).

Donc, il est procédé à une révision rétrospective au 01/01/2018 (date de la première révision initiale) du plan d'amortissement sur la période 2018-2020 par constatation de la dépréciation complémentaire au 31/12/2020.

La différence entre la valeur nette comptable réelle au 31/12/2020 des composants dépréciés (plan d'amortissement révisé en 2018), et la valeur nette comptable théorique (nouveau plan d'amortissement révisé en 2020), conduit à constater une dépréciation de la Balnéothérapie à hauteur de 390 348 € au 31/12/2020, c'est à dire de 130 116 € annuel pour les 3 années 2018, 2019, 2020.

Une dépréciation complémentaire est appliquée de manière prospective sur les 4 années restant à courir 2021- 2024 pour constater la réduction de la durée d'amortissement de la balnéothérapie, toutes les immobilisations étant censées être dépréciées au 31/12/2024 : impact en 2022 : dépréciation complémentaire de 129 957 €.

La dépréciation globale de la balnéothérapie s'élève à 780 379 € au 31/12/2023.

La reprise de la dépréciation s'effectuera à compter du 01/01/2025 et les dates d'amortissements prévues à l'origine.

3) Les stocks

Les stocks représentent les stocks pharmaceutiques et fournitures générales de l'établissement.

La valorisation des stocks de la pharmacie et des magasins généraux est appréciée selon la méthode du P.M.P. (Prix Moyen Pondéré). Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur à l'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4) Les créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à la valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Les montants des provisions sont ajustés en fonction des risques les plus probables à la date d'établissement des comptes.

5) Placements de trésorerie

Comptes à terme (CAT) Euro : ils sont valorisés à la valeur nominale dans le poste disponibilités. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste.

6) Les subventions d'investissement

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que l'amortissement des actifs subventionnés.

7) Les provisions

Conformément au règlement ANC n°2014-03, des provisions pour risques et charges sont constatées lorsque l'Association a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers et ce, sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Traitement des Indemnités de fin de carrière

Les engagements liés aux indemnités de fin de carrière au 31/12/2023 sont enregistrés en comptabilité.

Le calcul qui a été effectué au 31/12/2023 en référence à la convention FEHAP CC51 a fait ressortir une dette actuarielle de 556 562 €.

Ce calcul a été effectué en fonction des paramètres suivants :

- Augmentation annuelle des salaires de 2%
- Départ prévu à 64 ans pour les salariés nés à partir de 1968
- Départ prévu entre 62 et 64 ans pour les salariés nés avant 1968, intégrant la progressivité du passage de l'âge de départ légal de 62 ans à 64 ans
- Taux de rotation du personnel 2% pour les non-cadres uniquement
- Taux de charges sociales de 62% pour les cadres et 55 % pour les non-cadres
- Table de mortalité utilisée est la table réglementaire TV88/90
- Taux d'actualisation de 3.3%

Les implications sur les comptes 2023 sont les suivantes :

La variation de la provision de l'année 2023 est de -1 906 € pour le personnel médical et de + 77 675 € pour le personnel non médical.

Cela correspond à la différence entre le calcul de la dette actuarielle au 31/12/2022 (480 793 €) et celle au 31/12/2023 (556 562 €).

8) Dettes financières

Renégociation de l'emprunt DEXIA souscrit en 11/2002 pour 3 048 980 € (20 000 000 F)

Le capital restant dû au 31/12/2014 s'élève à 2 983 427,27 €.

La date de fin de remboursement était prévue en 2032.

Un nouvel emprunt de refinancement a été signé le 03/07/2014, avec effet au 01/11/2014, aux conditions suivantes :

- Capital refinancé emprunté : 2 983 427,27 €
- Taux fixe : 4,70 %
- Indemnité compensatrice intégrée dans le capital restant dû : 177 038,62 €

Total du capital restant dû au 01/11/2014 : 3 160 465,89 €

Date de la dernière échéance de remboursement : 01/10/2032

Indemnité Forfaitaire de 150 000 € versée en date du 01/10/2014 tirée sur le compte bancaire CAISSE D'ÉPARGNE.

Indemnité compensatrice « prise en compte dans les conditions financières du contrat de prêt de refinancement », d'un montant de 1 214 961,38 € qui consiste en l'intégration de cette somme aux intérêts futurs, contrepartie à la renégociation du taux du nouvel emprunt.

La totalité des « indemnités compensatrices dérogatoires » s'élève donc à : 1 214 961,38 + 177 038,62 + 150 000 = 1 542 000 €.

Traitement comptable

L'indemnité compensatrice intégrée dans le capital restant dû de 177 038,62 € a été enregistrée en compte de charges 6681 par le compte de dette d'emprunt 164211 sur l'exercice 2014.

Indemnité Forfaitaire de 150 000 € versée en date du 01/10/2014 a été enregistrée en compte de charges 6681 par la banque CAISSE D'ÉPARGNE sur l'exercice 2014.

Indemnité compensatrice « prise en compte dans les conditions financières du contrat de prêt de refinancement », d'un montant de 1 214 961,38 €, a fait l'objet d'une comptabilisation pour ordre, afin de fournir une information comptable exhaustive :

Sur l'exercice 2014, comptabilisation en compte de charge 6682, par le compte de produit 7962.

Le total des « indemnités compensatrices dérogatoires » de 1 542 000 € fait l'objet d'un étalement sur la durée du nouvel emprunt (18 ans).

Les 1 214 961,38 € sont étalés de facto, car étant intégrés dans les intérêts annuels des 18 années restant à courir.

Les 150 000 € + 177 038, 62 € = 327 038,62 € sont étalés via un compte d'actif 48160, couplé au compte 7961 afin de neutraliser les charges ainsi étalées.

Le montant net du compte 48160 au 31/12/2023 s'élève à 158 984 €.

La charge financière d'étalement est constatée au compte de charges financières à étaler 68621 pour un montant de 18 168 € en 2023.

NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT

Note 1 – Tableau des immobilisations

Situations et mouvements Poste du bilan	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations		Diminutions			Valeur brute à la clôture de l'exercice
		Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions	Mises hors service	Virements de poste à poste	
Immobilisations incorporelles	161 640	1 200	-	-	-	-	162 840
Concessions, brevets, licences, marques,...	161 640	1 200					162 840
Immobilisations corporelles	13 340 061	205 142	-	38 178	40 607	-	13 466 419
Terrains	12 196						12 196
Constructions	10 588 557	84 011					10 672 568
Installations techniques, matériels et outillage	1 820 655	100 437			40 607		1 880 485
Autres immobilisations corporelles	918 653	20 695		38 178			901 170
Immobilisations financières	1 334 522	575	-	-	122 759	-	1 212 338
Autres titres immobilisés	303 600						303 600
Autres immobilisations financières	1 030 922	575			122 759		908 738
Total des immobilisations	14 836 223	206 917	-	38 178	163 366	-	14 841 597

Le poste « autres titres immobilisés » enregistre la valeur comptable de 15 180 parts sociales CAISSE D'EPARGNE dont est titulaire l'Association.

Les autres immobilisations financières sont composées :

- De dépôts et cautionnement à récupérer pour 2 142 €. 575 € ont été versés au cours de l'exercice et 1 500 € ont été restitués soit une variation de 925 € entre 2022 et 2023.
- De la créance glissante dite de l'article 58 (en référence à un article du décret d'août 1983 sur la dotation globale) qui est apparue lorsque le budget global a succédé en 1984 et 1985 à un système de financement des hôpitaux par prix de journée. Lors du passage en budget global, des factures qui n'avaient pas été émises au 31 décembre de l'année de transition (qui était différente selon le statut des établissements) n'ont pas été remboursées par les organismes d'Assurance maladie : 179 040 €.
- Une créance de 727 556 € correspondant à la dotation allouée aux établissements de Soins de Suites et de Réadaptation pour la restauration des capacités financières. Conformément aux instructions de la LFSS 2021, ces fonds sont enregistrés à l'actif en créance immobilisée, par la contrepartie d'un compte de fonds propres. Le versement de ce financement de 1 212 593 € est échelonné sur 10 ans. L'Association a perçu le 10^{ème} lié à l'exercice 2023, 121 259 € qui explique, avec le remboursement de dépôt susvisé, la diminution du poste autres immobilisations financières entre les deux exercices. Il reste six ans de versement en attente.

Note 2 – Tableau des amortissements

Situations et mouvements Poste du bilan	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice			Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
			Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service	
Immobilisations incorporelles	159 951	1 215	-	-	-	161 166
Concessions, brevets, licences, marques,...	159 951	1 215				161 166
Immobilisations corporelles	8 678 392	689 469	-	33 517	40 607	9 293 737
Constructions	6 904 818	451 998				7 356 816
Installations techniques, matériels et outillage	1 139 767	165 428			40 607	1 264 588
Autres immobilisations corporelles	633 807	72 043		33 517		672 333
Total des Immobilisations	8 838 343	690 684	-	33 517	40 607	9 454 903

Note 3 – Tableau des dépréciations

Situations et mouvements Poste du bilan	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
- Dépréciation complexe de balnéothérapie	650 422	129 957		780 379
Stocks				
Créances				
- Dépréciation du fond de placement GAN retraite		3 046		3 046
Immobilisations financières				
- Dépréciation de la créance art 58 Assurance maladie	179 040			179 040
Total des dépréciations	829 462	133 003	-	962 465

La créance glissante dite de l'article 58, cf. commentaire note 1, est totalement dépréciée.

Note 4 – Tableau des provisions

Situations et mouvements Poste du bilan	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice			Diminutions reprises de l'exercice			Provisions à la fin de l'exercice
		Exploitation	Financier	Exceptionnel	Exploitation	Financier	Exceptionnel	
Provisions réglementées								
Provisions pour risques	524 068	16 790	-	240 000	-	-	524 068	256 790
- Litiges Prud'hommes en cours	524 068			240 000			524 068	240 000
- Adaptation au droit européen de l'acquisition des congés payés pendant les périodes d'absence maladie		16 790						16 790
Provisions pour charges	480 793	77 675	-	-	1 906	-	-	556 562
- Indemnités de fin de carrière du personnel médical	67 096				1 906			65 190
- Indemnités de fin de carrière du personnel non médical	413 697	77 675						491 372
TOTAL	1 004 861	94 465	-	240 000	1 906	-	524 068	813 352

Note 5 – Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice, compris charges à payer et les produits à recevoir.

Créances (a)	Montant Brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant Brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéance à moins 1 an	Echéance à plus 1 an			Échéance à moins 1 an	Échéances	
							à plus 1 an	à plus 5 ans
Créance de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) (2)				
Créances rattachées à des participations								
Prêts (1)				Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
Autres				- à 2 ans au maximum à l'origine	3 691 667	406 848	1 727 361	1 557 457
- à plus de 2 ans à l'origine								
Créances de l'actif circulant :								
Créances clients, usagers et comptes rattachés				Emprunts et dettes financières divers (2)				
- Patients	15 595	15 595		- Dépôt et cautionnement versé	530			530
- CPAM - Caisse Pivot	382 815	382 815		- Intérêts courus sur emprunts	27 098	27 098		
- Régime général	7 114	7 114						
- Mutuelles	148 268	148 268		Dettes Fournisseurs et comptes rattachés				
- Organismes extérieurs	12 247	12 247		- Fournisseurs	167 286	167 286		
- Clients (activités subsidiaires)	25 377	25 377		- Fournisseurs factures non parvenues	65 566	65 566		
- Produits à recevoir	2 029	2 029						
Autres créances				Dettes fiscales et sociales				
- Fournisseurs débiteurs	39	39		- Personnel et comptes rattachés	2 216	2 216		
- Avoirs et RRR à recevoir	400	400		- CSE versements dus	17 291	17 291		
- Personnel et comptes rattachés	443	443		- Provisions de charges dues au personnel (congrés payés, rtt...)	234 784	234 784		
- CPAM - Prévoyance : indemnités journalières à recevoir	27 140	27 140		- Dettes envers les organismes sociaux	383 390	383 390		
- ARS - Subvention d'investissement	28 000	28 000		- Provisions de charges sociales sur charges dues au personnel	133 069	133 069		
- CARSAT - Subvention d'investissement	28 075	28 075		- Dettes fiscales (impôts et taxes et versements assimilés - impôts sur les revenus du patrimoine)	146 701	146 701		
- ARS - Subvention d'exploitation	29 505	29 505		Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
- Etat produits à recevoir	29 810	29 810		Autres dettes				
- Fond de placement retraite GAN	37 043		37 043	- Patients - Comptes créditeurs	177	177		
				- Mutuelles - Comptes créditeurs	319	319		
				- Clients (activités subsidiaires) (comptes créditeurs)	923	923		
Charges constatées d'avance	58 947	58 947		Produits constatés d'avance(c)	106 215	106 215		
TOTAL	832 847	795 804	37 043	TOTAL	4 977 232	1 691 883	1 727 361	1 557 987
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	419 189			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

(c) Financement de l'ARS concernant la transposition des mesures Guérini au EBNL, inscrit en PCA sur recommandation de l'ARS.

Note 6 – Trésorerie

Disponibilités	Montant	Liquidité	
		Échéance à -1 an	Échéance à + 1 an
Trésorerie placée	4 293 764	3 693 764	600 000
- dont sur comptes à termes	3 000 000	2 400 000	600 000
- dont sur livrets d'épargne	1 293 764	1 293 764	
Compte bancaires et de caisse	307 403	307 403	
Intérêts courus à recevoir	64 279	61 747	2 532
TOTAL	4 665 445	4 062 913	602 532

Note 7 – Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires	251 772				251 772
Fonds propres complémentaires	1 212 593				1 212 593
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	872 543				872 543
Report à nouveau	2 028 968	- 420 096			1 608 872
Excédent ou déficit de l'exercice	- 420 096	420 096		- 114 546	- 114 546
Situation nette	3 945 780			- 114 546	3 831 234
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	117 025		28 000	- 20 393	124 632
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	4 062 805		28 000	- 134 939	3 955 866

Les fonds propres complémentaires correspondent à la dotation allouée aux établissements de Soins de Suites et de Réadaptation pour la restauration des capacités financières. Conformément aux instructions de la LFSS 2021, ces fonds sont enregistrés à l'actif en créance immobilisée, par la contrepartie d'un compte de fonds propres. Le versement de ce financement de 1 212 593 € est échelonné sur 10 ans.

Les subventions d'investissement sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés. La diminution du poste de 20 393 € correspond au total des reprises effectuées au cours de l'exercice 2023.

Note 8 – Les fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont rembourse ments		Montant global	Dont fonds dédiés correspondants à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation :	41 000	45 220	41 000	6 000	-	45 220	-
- dont fonds dédiés aux investissements							
- dont fonds dédiés à l'exploitation	41 000	45 220	41 000	6 000		45 220	
Contributions financières des autorités de tarification :	394 183	180 882	209 120	-	-	365 944	-
- dont fonds dédiés aux investissements							
- dont fonds dédiés à l'exploitation	394 183	180 882	209 120			365 944	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	435 183	226 102	250 120	6 000	-	411 164	-

Note 9 – Produits d'exploitation

Composition détaillée des produits annexes à l'Activité Hospitalière	Montant
Ventes de Marchandises	1 681 €
Ventes de prestations de services :	1 185 333 €
- Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	25 165 €
- Prestations délivrées aux usagers et accompagnants	998 733 €
- Locations diverses	34 653 €
- Redevances commerciales, location téléviseurs, produits audio et vidéo	126 376 €
Autres	405 €
Produits annexes à l'Activité Hospitalière	1 187 014 €
Composition détaillée des produits de l'Activité Hospitalière	Montant
Dotation Modulée à l'Activité et Amélioration de la Qualité	946 961 €
Dotation Annuelle de financement (DAF)	7 150 134 €
Dotation Mission d'Intérêt Général (MIG, AC)	142 025 €
Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique	54 874 €
Produits à la charge de l'Assurance Maladie	8 293 994 €
Produits de la tarification en hospitalisation complète non pris en charge par l'assurance maladie	45 711 €
Produits de la tarification en hospitalisation incomplète non pris en charge par l'assurance maladie	57 344 €
Forfait Journalier SSR	447 300 €
Produits des prestations de soins délivrées aux patients étrangers non assurés sociaux en France	132 410 €
Produits à la charge des patients, organismes complémentaires et compagnies d'assurance	682 765 €
Prestations effectuées au profit des malades d'un autre établissement	1 076 €
Produits de l'Activité Hospitalière (A)	8 977 835 €
Composition détaillée des subventions d'exploitation	Montant
ATIH - Subvention Etude Nationale des Coûts	42 336 €
Subvention Fonds Intervention Régional - Démocratie en santé	10 220 €
Subvention ARS - Financement d'exercices de cybersécurité permettant la continuité d'exploitation	3 600 €
Subvention d'exploitation (B)	56 156 €
Concours publics et subventions d'exploitation (A + B)	9 033 990 €

Note 10 – Transfert de charges

Transfert de charges	Montant
ETAT - Aide Contrat Unique d'Insertion (CUI)	8 963
OPCO - Remboursements de frais de formation	98 924
Assurance - Indemnités sinistre	3 821
TOTAL	111 708

Note 11- Résultat exceptionnel

Charges Exceptionnelles	762 355 €
Indemnités payées dans le cadre des litiges prud'hommes	380 500 €
Dépréciation de la balnéothérapie	129 957 €
Pénalités, amendes fiscales et pénales	104 €
Autres charges exceptionnelles	7 133 €
Valeur nette comptable des actifs cédés (véhicule)	4 660 €
Provisions pour risques de litiges prud'hommes	240 000 €
Produits Exceptionnels	573 226 €
Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat	20 393 €
Reprise de provision pour les litiges prud'hommes soldés	524 068 €
Autres produits exceptionnels	9 765 €
Produit de cession des éléments de l'actif cédés	19 000 €
Résultat Exceptionnel	- 189 129 €

AUTRES INFORMATIONS

Note 12 – Crédit-Bail

Poste de l'actif immobilisé	Terrains	Constructions	Installations matériel et outillage	Autres Immobilisations corporelles	Total
Valeur d'origine					
Amortissements					
- cumul exercices antérieurs					
- dotation de l'exercice					
VNC des biens à la clôture					
Redevances payées					
- cumul exercices antérieurs					
- exercice				8 405	
Total des redevances payées (TTC)				8 405	
Redevance restant à payer					
- à un an au plus				8 405	
- à cinq ans au plus				27 315	
- à plus de cinq ans					
Total des redevances restant à payer (TTC)				35 720	
Valeur résiduelle					
- à un an au plus					
- à plus d'un an et cinq ans au plus					
- à plus de cinq ans					
Valeur résiduelle restant à verser					

Note 13 – Effectif moyen

Catégorie suivant SAE ⁽¹⁾	Femme	Homme	Total
Agents de service hospitalier qualifiés (ASHQ)	16,61	4,33	20,93
Aides-soignants	20,16	4,09	24,25
Assistants de service social	0,68	0,03	0,71
Autres emplois des services de rééducation	1,09	1,12	2,21
Autres personnels administratifs	8,60	1,62	10,22
Diététiciens	1,00		1,00
Ergothérapeutes	4,34	0,33	4,67
Infirmiers diplômés d'Etat (hors secteur psychiatrique)	14,06	3,10	17,16
Masseurs kinésithérapeutes	9,60	3,77	13,37
Médecins	1,79	2,83	4,62
Orthophonistes	0,61		0,61
Personnel de direction	1,13	0,71	1,84
Personnels de services de pharmacie	1,46	0,12	1,59
Personnels des services ouvriers et des services intérieurs		2,00	2,00
Personnels des services techniques (hors ingénieurs)		0,42	0,42
Pharmaciens	1,35	0,09	1,43
Psychologues	1,40		1,40
Secrétaires médicaux et assistants médico- administratifs	3,15		3,15
Surveillants, surv. chefs des pers. de rééducation et cadres non infirmiers	1,00		1,00
Surveillants, surv. chefs infirmiers et cadres infirmiers		0,58	0,58
Effectif moyen total en 2023	88,03	25,14	113,17

(1) SAE : Statistique annuelle des établissements transmis à la Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques (DREES)

Note 14 – Rémunérations des cadres dirigeants

Dans le cadre de la loi N° 2006-586 du 23 mai 2006, sur le volontariat associatif, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, se sont élevés à 194 791 €, représentant uniquement des rémunérations.

Les administrateurs sont bénévoles et n'ont perçu à ce titre ni rémunération ni avantages en nature.

Note 15 – Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte de résultat pour les honoraires liés à la mission de contrôle légal s'élève à 21 600 €. Ce montant intègre la T.V.A. correspondant aux honoraires facturés.

Note 16 – Charges liées à l'impôt

La charge d'impôt est due :

- A la possession d'instruments de trésorerie,
- Aux activités accessoires réalisées.

La charge constatée au titre de l'exercice 2023 s'élève à 28 041 €.